

Point de Presse du Conseil d'Etat

25 novembre 2010

La version Internet fait foi

M. François Longchamp, président du Conseil d'Etat

M. Charles Beer, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Solidarité internationale : soutien à l'enfance démunie en Colombie	4
Soutien à la lutte contre la « maladie du sommeil »	4
Genève-Confédération	6
Genève demande plus de compétences pour restreindre les nuisances liées au survol d'aéronefs motorisés.....	6
Transactions commerciales : oui au relèvement du taux d'intérêt moratoire	7
Genève	8
Félicitations adressées à M. Jean-Michel Olivier, lauréat du prix littéraire Interallié	8
Un cycle d'orientation « plus exigeant mais pas plus sélectif » : de l'intention à la réalisation	8
Approbation des comptes 2009 des communes genevoises	9
100 nouveaux logements à Malagnou	9
Création d'une zone protégée au village du Grand-Lancy.....	10
Soutien à l'hospitalisation à domicile et aux soins palliatifs.....	10
Le nouveau financement des soins sera appliqué dès 2011	11
Indexation des salaires des emplois de solidarité	11
Prévention de la violence : soutien à l'association Face à Face	12
Commerce de détail : prorogation du champ d'application de la convention collective	12
Soutien financier accordé à l'Interprofession du vignoble et des vins de Genève	12
Aboutissement d'un référendum dans la commune de Vandœuvres.....	13
Agenda des invitations à la presse	14

Genève internationale

Solidarité internationale : soutien à l'enfance démunie en Colombie

Le gouvernement a octroyé un montant total de 156'400 francs sur trois ans (2010-2012) à la Fondation Vivamos Mejor. Ce soutien financier a pour but de financer un projet de promotion de l'éducation et de la santé auprès des enfants de familles déplacées ou défavorisées du quartier de San José, dans l'arrondissement de Bosa, au sud de Bogota (Colombie).

Soutenu par les autorités locales, le projet vise à répondre au manque d'infrastructures pour la formation, dont la conséquence est que la moitié des enfants et jeunes du quartier ne sont pas scolarisés.

Le programme permettra à ces enfants d'accéder au système de formation public via la mise en place d'une école maternelle pour les plus petits et de classes relais pour celles et ceux qui sont déscolarisé-e-s. Il prévoit également de soutenir les parents dans leurs démarches administratives afin de leur permettre d'accéder aux services de santé. Enfin, il entend sensibiliser les parents aux questions civiques, sanitaires et de violence domestique.



Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Soutien à la lutte contre la « maladie du sommeil »

Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 600'000 francs sur trois ans (2010-2012) à la [fondation DNDi](#) (*Drugs for Neglected Diseases Initiative*) pour financer un projet médical visant à réduire le taux de prévalence de la trypanosomiase humaine africaine. Connue également sous le nom de « maladie du sommeil », la trypanosomiase humaine africaine est une maladie parasitaire qui, en l'absence de soins, conduit à une issue fatale.



Ce programme permettra d'évaluer la tolérance, la faisabilité et l'efficacité de l'administration d'un nouveau traitement combiné (nifurtimox et éflornithine) contre cette maladie et de promouvoir son utilisation dans les pays d'Afrique. Le projet comprend une étude scientifique ainsi que des activités de formation et de soins visant à faciliter la mise en œuvre et l'accessibilité du traitement au plus grand nombre.

Créée en juillet 2003, notamment par Médecins sans frontières et l'Institut Pasteur, la fondation DNDI a pour objectif de développer des médicaments pour soigner les maladies négligées telles que la maladie du sommeil, le paludisme ou le kala-azar (leishmaniose viscérale).

Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Genève-Confédération

Genève demande plus de compétences pour restreindre les nuisances liées au survol d'aéronefs motorisés

Le Conseil d'Etat a répondu à la procédure de consultation menée par l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) au sujet de l'[ordonnance sur les décollages et atterrissages en campagne](#). Cette ordonnance vise à remplacer la procédure actuelle d'autorisation pour les atterrissages et décollages hors des aérodromes par un énoncé précis des obligations et des restrictions en la matière. Pour le Conseil d'Etat, le projet d'ordonnance de l'OFAC expose les zones habitées à des nuisances sonores disproportionnées.

Le canton de Genève a été convié l'an dernier aux travaux préparatoires sur l'avant-projet d'ordonnance. Ses positions pour la protection des zones sensibles du point de vue de la faune et de la flore ont été largement entendues. L'ordonnance permet ainsi non seulement d'interdire totalement les atterrissages et décollages de vols commerciaux dans ces zones, mais également d'y restreindre fortement, voire d'y exclure les survols.

S'agissant des zones habitées – définies de manière restrictive (au moins dix habitations dans un rayon de 100 m) –, l'ordonnance exclut les atterrissages et décollages de vols commerciaux, sous réserve d'exceptions spécifiques justifiées. En revanche, elle ne permet pas aux autorités cantonales ou communales concernées d'imposer des restrictions d'horaire, de date ou de trajectoire pour les survols de zones habitées. De même, le projet d'ordonnance ne fait aucune référence aux normes de l'[ordonnance de protection contre le bruit \(OPB\)](#), ce que déplore le canton de Genève.

Dans sa réponse à la procédure de consultation, le Conseil d'Etat rappelle que le canton de Genève, de par sa situation géographique, est très exposé au risque de survols à partir et à destination de l'étranger, y compris les atterrissages ou décollages lacustres. Genève souhaite donc que l'OFAC en tienne compte afin de permettre une meilleure protection des zones habitées. Le Conseil d'Etat s'appuie également sur une [motion](#) votée à une très large majorité par le Grand Conseil pour solliciter des compétences accrues en matière de régulation des vols d'aéronefs bruyants.

*Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DSE,
☎ 022 546 54 10.*

Transactions commerciales : oui au relèvement du taux d'intérêt moratoire

Dans le cadre d'une procédure de consultation du Département fédéral de justice et police, le Conseil d'Etat a indiqué qu'il soutenait le [projet de révision partielle du Code des obligations](#) qui fait passer le taux légal de l'intérêt moratoire relatif aux transactions commerciales de 5% à 10%.

S'il doute que la mesure proposée soit de nature à réduire les délais globaux de paiement, le Conseil d'Etat se déclare favorable au relèvement du taux d'intérêt moratoire proposé. Le taux d'intérêt moratoire fixe à 10% correspond en effet mieux aux coûts globalement subis par les créanciers lors des procédures de recouvrement. Il ne concerne pas les personnes physiques touchées par la spirale de l'endettement. En outre, il est en harmonie avec les taux pratiqués dans les Etats voisins de l'Union européenne et est plus pratique à appliquer.

Pour tout complément d'information : Mme Emanuela Dose Sarfatis, attachée de direction, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 59.

Félicitations adressées à M. Jean-Michel Olivier, lauréat du prix littéraire Interallié

Le Conseil d'Etat a adressé ses chaleureuses félicitations à M. Jean-Michel Olivier, enseignant au collège de Genève, qui s'est vu décerner le prix littéraire français Interallié 2010 pour son ouvrage « L'Amour nègre ».

Ecrivain suisse, M. Olivier a enrichi la littérature de notre pays et la littérature francophone d'une œuvre romanesque et poétique ponctuée de constants éloges. Le Prix Michel-Dentan signalait en Suisse un talent désormais proclamé en France.

En se voyant décerner le Prix Interallié, M. Olivier ajoute son nom à une liste prestigieuse qui, depuis André Malraux en 1930, compte quelques-uns des auteurs les plus renommés des lettres françaises.

Un cycle d'orientation « plus exigeant mais pas plus sélectif » : de l'intention à la réalisation

Le Conseil d'Etat a validé la nouvelle grille-horaire harmonisée pour le cycle d'orientation (CO).

La rentrée scolaire d'août 2011 sera marquée par la concrétisation de l'harmonisation de la scolarité obligatoire avec l'introduction progressive d'un enseignement basé sur le plan d'études romand, une scolarité obligatoire coordonnée de la 1^e à la 11^e année, mais aussi par la mise en route du nouveau cycle d'orientation unifié que le peuple genevois a [soutenu le 17 mai 2009, avec près de 75% des voix](#). Dès la prochaine rentrée scolaire, les écoliers genevois commenceront l'école obligatoire à 4 ans en 1^e primaire, tandis que leurs aînés accompliront la dernière année de scolarité en 11^e du cycle d'orientation : les années du cycle d'orientation seront la 9^e, la 10^e et la 11^e.

Le [Plan d'études romand \(PER\)](#) précise les compétences et connaissances de base que tous les élèves devront avoir acquis au terme de chaque année, et donc de leur scolarité obligatoire. De plus, selon les disciplines, il décrit et fixe des niveaux d'exigences en fonction des aptitudes des élèves et de leurs résultats. Par conséquent, aux trois niveaux d'exigences dans les disciplines principales correspondent les trois regroupements en 9^e et les trois sections avec des profils en 10^e et 11^e.

En 9^e année, pour respecter les principes de la loi qui préconise une orientation promotionnelle, la même dotation horaire sera attribuée en fonction de chaque branche d'enseignement, quel que soit le regroupement. Toutefois, en français, allemand et mathématiques, les niveaux d'attentes prévus dans le PER correspondront aux trois regroupements : niveau de base pour le regroupement 1 (RG1), niveau moyen pour le regroupement 2 (RG2), niveau élevé pour le regroupement 3 (RG3). Enseigner les mêmes disciplines dans les trois regroupements de 9^e pour laisser de réelles possibilités de réorientations, mettre en place des passerelles pour développer l'ambition et la stimulation vers la réussite, c'est, aux yeux du Conseil d'Etat, traduire dans les faits l'esprit et la lettre de la [loi instaurant « un cycle d'orientation exigeant et formateur pour tous »](#).

Globalement, la nouvelle grille horaire du CO qui entrera en vigueur en août 2011 maintient une dotation horaire importante dans le domaine des « mathématiques et sciences de la nature » ainsi que dans celui des

« sciences humaines et sociales ». Elle maintient la dotation horaire actuelle dans les domaines « arts » et « corps et mouvement ». Elle renforce la dotation horaire du domaine des « langues » et des enseignements relevant de la « formation générale », et généralise les cours d'orientation et d'information scolaire et professionnelle à tous les élèves pendant les trois ans de CO.

Dossier de presse complet téléchargeable à l'adresse :

www.ge.ch/dip/GestionContenu/detail.asp?mod=actualite.html&id=1472

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, conseiller d'Etat, en contactant M. Serge Baehler, secrétaire général adjoint, DIP, ☎ 022 546 69 17.

Approbation des comptes 2009 des communes genevoises

Avec l'approbation des comptes 2009 de la Ville de Genève, le Conseil d'Etat a terminé d'approuver les comptes 2009 des quarante-cinq communes genevoises.

Les communes présentent un total cumulé d'excédent de revenus de 274,628 millions de francs, ce qui représente une diminution de 30,498 millions (-10%) par rapport aux comptes 2008 (voir [communiqué du 4 novembre 2009](#)). La Ville de Genève présente un excédent de revenus de 161,423 millions de francs. Seule la commune du Grand-Saconnex présente un excédent de charges, qui s'élève à 155'360 francs. Sans tenir compte des résultats de la Ville de Genève, les communes de Lancy, Meyrin, Plan-les-Ouates et Carouge totalisent environ 50% de l'excédent de revenus 2009. On constate également que l'excédent de revenus 2009 des villes (soit les communes de plus de 10'000 habitants) totalise environ 59 millions de francs (52%). En incluant le résultat de la Ville de Genève, ce total s'établit à 220 millions de francs (80%). La fortune nette des communes s'est accrue de 9,9% en 2009, pour atteindre un total de 3,049 milliards de francs.

Les budgets 2009 des communes sous-évaluaient les revenus, puisque l'écart cumulé entre les budgets 2009 et les comptes 2009 fait apparaître un excédent de 262 millions de francs. Ces budgets présentent d'ailleurs une sous-évaluation globale d'environ 5% par rapport aux prévisions de l'administration fiscale cantonale. Il convient ainsi de constater que l'excédent de revenus de nombreuses communes équivaut à plus de 20% de leur budget de fonctionnement. Ce ratio atteint 57% pour la commune de Russin, 47% pour la commune d'Hermance, 44% pour la commune de Pregny-Chambésy et 43% pour la commune de Vandœuvres.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.

100 nouveaux logements à Malagnou

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) situé à l'angle du chemin Rieu et de la route de Malagnou, sur le territoire de la ville de Genève. Ce plan porte sur cinq parcelles situées en zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) et appartenant à divers propriétaires, dont la ville de Genève.

Le PLQ prévoit la construction de quelque cent logements répartis sur quatre immeubles de huit étages sur rez avec attique organisés le long de la route de Malagnou, et un immeuble de sept étages sur rez avec attique situé en retrait, dans le parc de l'église protestante de Genève. Un espace de 470 m² sera dévolu à des activités commerciales aux rez des bâtiments côté route de Malagnou. L'implantation des futures constructions permettra la conservation d'un espace en pleine terre au centre du périmètre.

Un parking souterrain, accessible par le chemin Rieu, est également prévu sous les immeubles bordant la route. Il comprendra environ 130 places de stationnement à l'usage des habitants de l'ensemble des immeubles et des visiteurs de l'église.

Ce projet a été [préavisé favorablement par le Conseil municipal de la ville de Genève le 10 juin 2009](#). La procédure d'opposition ouverte du 12 août au 11 septembre 2009 a suscité une opposition, qui a été formellement retirée le 8 octobre 2010.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site internet de l'Etat de Genève à l'adresse : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Création d'une zone protégée au village du Grand-Lancy

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones entre la route du Grand-Lancy et le vallon de l'Aire, sur le territoire de la commune de Lancy, en vue de créer une zone 4B protégée.

D'une superficie d'environ 17'200 m², le périmètre concerné se situe actuellement en zone 4B (applicable aux villages et aux hameaux) et fait partie du tissu historique. Il a en outre bénéficié d'un recensement architectural qui a permis de mettre en évidence plusieurs objets remarquables. L'intérêt pour ce déclassement et la cohérence du point de vue historique, architectural et paysager, ont également été démontrés.



Le déclassement en zone 4B protégée permettra, sur préavis de la commune et de la commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS), de fixer dans chaque cas particulier l'implantation, le gabarit, le volume et le style des constructions à édifier. Le but visé est de sauvegarder le caractère architectural et la cohérence urbanistique du village du Grand-Lancy et du site environnant.

Ce village, ainsi que celui de la Plaine, sont les deux derniers du canton à ne pas bénéficier de mesures permettant d'assurer la protection des anciens noyaux bâtis.

L'enquête publique ouverte du 14 juin au 14 juillet 2010 n'a suscité aucune observation. Le Conseil municipal de la commune de Lancy a par ailleurs préavisé favorablement ce projet le [30 septembre 2010](#).

Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale et conservatrice cantonale des monuments, office du patrimoine et des sites, DCTI, ☎ 022 546 60 95.

Soutien à l'hospitalisation à domicile et aux soins palliatifs

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi portant sur la signature d'un contrat de prestations avec la société Sitex SA. Cette institution, reconnue et établie de longue date à Genève, est spécialisée dans l'hospitalisation à domicile et les soins palliatifs.

Dès 2011, en vertu du nouveau régime fédéral de financement des soins de longue durée, les contributions de l'assurance maladie ne permettront plus à Sitex de couvrir les coûts de ses prestations. Le Conseil d'Etat propose de lui accorder une aide financière de fonctionnement de 1,707 millions de francs pour l'année 2011, de façon à assumer les charges désormais attribuées aux cantons par la [loi fédérale sur l'assurance maladie](#).

Cette aide doit permettre de maintenir à Genève une offre de soins spécialisés nécessaire à la politique de maintien à domicile poursuivie par le canton.

Pour toute information complémentaire : Mme Christine Brennenstuhl, cheffe du secteur réseau de soins, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 18 83.

Le nouveau financement des soins sera appliqué dès 2011

Le Conseil d'Etat ne prolongera pas en 2011 les tarifs et conventions en vigueur dans le domaine des soins de longue durée. Les contributions de l'assurance maladie aux soins à domicile et en établissements médico-sociaux (EMS) fixées désormais dans une ordonnance fédérale s'appliqueront l'an prochain à Genève, conformément au nouveau régime de financement des soins.

Après consultation des milieux intéressés, le Conseil d'Etat a renoncé à faire usage de la disposition transitoire de la loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins. Les différences tarifaires s'avèrent trop faibles pour justifier une telle démarche. Pour mémoire, la nouvelle loi fédérale autorise dès 2011 les organismes qui dispensent des soins en EMS ou à domicile à facturer une part de leurs coûts directement à leurs clients ou résidents (21,60 francs par jour en EMS et 15,95 francs par jour à domicile).

Le canton de Genève a décidé, en juin, de ne pas autoriser les organismes subventionnés de soins à domicile à facturer plus de la moitié de cette nouvelle contribution personnelle. Il a en outre renoncé à la percevoir dans les EMS pour l'année 2011 (voir [communiqué du 23 juin 2010](#)).

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 08.

Indexation des salaires des emplois de solidarité

Le Conseil d'Etat a modifié l'article 43, alinéa 1, du [règlement d'exécution en matière de chômage du 23 janvier 2008 \(RMC\)](#), relatif aux salaires mensuels bruts des emplois de solidarité (EdS). Au 1^{er} janvier 2011, ces salaires augmenteront de 225 francs, s'élevant respectivement à 3'225, 3'725 et 4'225 francs, selon le niveau de formation et le type de fonction de la personne concernée. Le montant de l'indexation sera calculé au prorata du taux d'activité de l'EdS.

Cette adaptation a fait l'objet d'un préavis positif du Conseil de surveillance du marché de l'emploi (CSME), réunissant les partenaires sociaux du canton de Genève.

Les EdS sont réservés à des chômeurs arrivés au terme de leurs indemnités de l'assurance-chômage et dont les perspectives de retour à l'emploi sont faibles à court ou moyen terme. Le programme EdS permet à ces personnes d'obtenir un emploi à durée indéterminée auprès d'un employeur du marché secondaire de l'emploi. Une partie du salaire est prise en charge par l'Etat en fonction d'un contrat de partenariat avec l'employeur.

Les bénéficiaires EdS touchent, en plus de leur salaire, des allocations complémentaires lorsque leur situation familiale le justifie, garantissant des revenus supérieurs à ceux dont ils auraient droit à l'aide sociale. A ce jour, moins de 15% des EdS sont au bénéfice d'allocations complémentaires.

Pour toute information complémentaire : M. Eric Etienne, directeur du service des emplois de solidarité, office cantonal de l'emploi, DSE, ☎ 022 388 27 36.

Prévention de la violence : soutien à l'association Face à Face

Le gouvernement a octroyé une subvention de 40'000 francs à l'association [Face à Face](#) pour l'année 2010.



Face à Face est une association à but non lucratif créée à Genève en 2001.

Son objectif est de prévenir et de traiter de manière spécifique les comportements violents chez les femmes, et ainsi d'empêcher leur transmission au travers des générations.

Face à Face accueille également des adolescent-e-s et jeunes adultes entre 13 et 20 ans. Il est proposé à ces dernier/ère-s des programmes thérapeutiques visant à développer l'empathie et la capacité à créer des liens. Ces programmes sont reconnus par le Tribunal de la jeunesse et soutenus par l'office de la jeunesse du département de l'instruction publique, de la culture et du sport.

La subvention extraordinaire accordée ce jour permettra d'assainir la situation financière de l'association pour l'année 2010 et répond à une [motion](#) adressée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat en date du 7 mai 2010.

Pour toute information complémentaire : Mme Fabienne Bugnon, directrice générale de l'office des droits humains, DSPE, ☎ 022 327 92 71.

Commerce de détail : prorogation du champ d'application de la convention collective

Le Conseil d'Etat a décidé de prolonger jusqu'au 30 juin 2011 le champ d'application de la convention collective cadre de travail (CCT) dans le commerce de détail.

Par cette prorogation, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de cet important secteur. Cette décision permettra d'assurer des conditions de travail minimales uniformes pour l'ensemble des travailleurs de la branche, tout en consolidant leur protection sociale. Du point de vue patronal, elle renforce également la loyauté en matière de concurrence, en ce sens que celle-ci ne pourra pas s'exercer au travers de la sous-enchère salariale.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1^{er} janvier 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), DSE, ☎ 022 388 29 29.

Soutien financier accordé à l'Interprofession du vignoble et des vins de Genève

Conformément à la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a accordé à l'Interprofession du vignoble et des vins de Genève (IVVG) un soutien financier de 137'000 francs réparti sur les années 2010 à 2013.

Cette aide permettra notamment à cette organisation, composée de représentants des viticulteurs et des encaveurs, de défendre l'économie viti-vinicole genevoise tant au plan régional que national, de proposer des évolutions du système des appellations d'origine contrôlée (AOC) et de mettre en place un observatoire des vins genevois.

Depuis de nombreuses années, la profession viticole genevoise bénéficie d'un appui financier du canton. Dans le courant de ce printemps, la profession a simplifié la structure de ses organisations représentatives. L'IVVG a ainsi été créée en remplacement de la Communauté interprofessionnelle des vins de Genève (CIVG) et de l'Association des organisations viticoles genevoises (AOVG).

*Pour toute information complémentaire : M. Roland Frossard, direction générale de l'agriculture, DIM,
☎ 022 388 71 71.*

Aboutissement d'un référendum dans la commune de Vandœuvres

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la commune de Vandœuvres du 13 septembre 2010 ouvrant un crédit d'engagement de 3,5 millions de francs destiné aux travaux de transformation de l'immeuble, propriété de la commune de Vandœuvres, sis 2 chemin du Manoret, en logements pour étudiants.



La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :

- signatures annoncées : 440
- signatures contrôlées : 438
- signatures validées : 422

Le nombre de 334 signatures valables, soit les 20% de signatures valables d'électeurs de la commune requis par la [Constitution](#) (art. 59, al. 1, let. b) pour faire aboutir le référendum, est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés au Tribunal administratif au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle (FAO).

La date de la votation communale à Vandœuvres sur cet objet sera fixée ultérieurement par arrêté séparé.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
25 novembre 11h30	Publication du livre de Joëlle Kuntz « Genève, histoire d'une vocation internationale »	Club suisse de la presse Villa La Pastorale 106, route de Fernex	DSPE	Nathalie Mivelaz ☎ 022 327 90 30 Yvette Renard ☎ 022 327 92 06
25 novembre 13h00-18h30	Colloque « Violences sexuelles, que faire ? »	Salle du Môle 21, rue du Môle	DSPE	Muriel Golay ☎ 022 388 74 50 ou 078 621 60 44
26 novembre 11h00	Prestation de serment de l'école genevoise des gardiens et surveillantes de prison	Salle du Grand Conseil 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DSPE	Georges Lapraz ☎ 022 546 32 00
26 novembre 17h00	Vernissage du livre du Projet d'agglomération « Genève aggro 2030, un projet pour dépasser les frontières »	Librairie et brasserie des Halles de l'Île	DCTI	Marie Caruso (Projet d'agglomération) ☎ +33 (0)450 04 54 08
29 novembre 10h00	Pose de la première pierre de l'annexe de Champ-Dollon	Prison de Champ-Dollon 22 chemin de Champ-Dollon 1226 Thônex	DCTI DSPE	Nicole Bovard (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72 Yvette Renard (DSPE) ☎ 022 327 92 06
11 décembre 11h00	Inauguration du tram 18 Avanchet-Coutance	Arrêt de tram Coutance	DIM	Caroline Dallèves ☎ 022 546 76 18 Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06